

REPUBLIQUE DU BURUNDI



COUR CONSTITUTIONNELLE



ARRET RCCB 434

ARRET RCCB 434 RENDU PAR LA COUR CONSTITUTIONNELLE DU BURUNDI SIEGEANT EN MATIERE DE CONTROLE DE REGULARITE DES ELECTIONS LEGISLATIVES

Vu la lettre N°Réf 001/CP/APDR/2025 du 02/01/2025 par laquelle Monsieur Gabriel BANZAWITONDE, Président du Parti alliance pour la Paix, la Démocratie et la Réconciliation (APDR) a saisi la Cour de Céans d'un recours contre le rejet par la CENI de sa liste des candidats députés que ledit Parti avait présenté pour les élections de 2025, dans la Province de BUHUMUZA et contre l'absence de décision concernant celle de la Province de BUTANYERERA ;

Vu l'enregistrement de la requête au greffe de la Cour en date du 03/01/ 2025 et son enrôlement le même jour sous le numéro RCCB 434 ;

Ouï le rapport d'un membre de la Cour ;

Vu l'examen de la requête en date du 07 /01/ 2025 après quoi la Cour prit la cause en délibéré pour rendre l'arrêt ainsi qu'il suit :

1. Sur la régularité de la saisine

Considérant qu'en l'espèce, la requête par laquelle Monsieur Gabriel BANZAWITONDE Président du Parti APDR, attaque devant la Cour de Céans le rejet par la CENI de la liste des candidats députés et l'absence de décision concernant l'autre que ledit parti avait présenté pour les élections de 2025 et ce, conformément aux prescrits de l'article 132 de la loi organique N°1/12 du 5/6/2024 portant Modification de la loi organique N°1/11 du 20/5/2019 portant Code électoral qui reconnaissent aux partis politiques, coalitions de partis politiques ou candidats indépendants ou à toute personne figurant sur la liste de candidats, de porter sa contestation devant la Cour Constitutionnelle en cas de rejet de sa candidature ;

Que selon la même disposition, le requérant doit saisir la Cour constitutionnelle dans un délai de quarante-huit heures suivant la signification de la décision de rejet ;



Considérant que dans la présente cause, la Cour est saisie par un parti politique en l'occurrence APDR représenté par son Président Monsieur, Gabriel BANZAWITONDE par sa lettre N°Réf :001/CP/APDR/2025 du 02/01/2025, enregistrée et enrôlée le 03/1/2025 par le greffe sous le numéro RCCB 434;

Considérant qu'au regard des dispositions pertinentes du Code électoral et de la loi organique N°1/28 du 30/12/2024 portant modification de la loi organique N°1/20 du 03/8/2019 portant organisation et fonctionnement de la Cour Constitutionnelle ainsi que la procédure applicable devant elle, le parti APDR a qualité pour saisir la Cour de Céans ;

Considérant par ailleurs que les formalités prescrites respectivement d'une part à l'article 24 alinéa 3 de la loi organique régissant la Cour Constitutionnelle et à l'article 45 alinéa 5 du Règlement intérieur de la Cour qui disposent que si la Cour est saisie par une personne physique ou morale, le Ministère Public, un quart des députés, un quart des sénateurs, les autorités visées à l'alinéa premier doivent être avisées, et d'autre part à l'article 45 alinéa 1 du même Règlement en rapport avec la forme de la saisine qui dispose que la Cour est saisie par une requête écrite adressée au Président de la Cour et que la requête doit être motivée, ont été toutes observées ;

Considérant que de tout ce qui précède, la saisine de la Cour est par conséquent régulière ;

2. Sur la Compétence de la Cour de Céans

Considérant qu'en matière électorale la Cour Constitutionnelle tire sa compétence de l'article 234 de la Constitution de la République du BURUNDI, quatrième tiret aux termes desquels : « La Cour Constitutionnelle est compétente pour : statuer sur la régularité des élections présidentielles, législatives et des référendums et en proclamer les résultats définitifs » ;

Considérant que la loi régissant la Cour Constitutionnelle en son article 22 point 4 abonde dans ce même sens ;

Considérant que selon l'article 132 du Code électoral, en cas de rejet de candidature, la contestation peut être portée par le parti politique, coalitions des partis politiques ou candidats indépendants ou toute personne figurant sur la liste des candidats devant la Cour Constitutionnelle qui dispose d'un délai de huit jours calendrier pour statuer (...);

Considérant qu'aux termes de l'article 8 du Règlement intérieur de la Cour, la Cour constitutionnelle statue sur l'éligibilité des candidats présidentiels et



parlementaires. Elle contrôle la régularité, la transparence et la sincérité des résultats du référendum, des élections présidentielles et législatives ;

Considérant qu'en l'espèce, la Cour est saisie d'une requête en contestation du rejet par la CENI de la liste des candidats députés du parti APDR aux élections des députés de 2025 dans la Province de BUIIUMUZA et l'absence de décision concernant celle de la Province de BUTANYERERA ;

Considérant qu'il s'en suit par conséquent que la Cour est compétente pour statuer sur la présente requête ;

3. Sur la recevabilité de la requête

Considérant qu'en l'espèce l'objet de la saisine, est le rejet par la CENI de la liste des candidats députés du parti APDR de la circonscription électorale de la Province BUHUMUZA aux élections des députés de 2025 et le refus de se prononcer sur celle de la Province BUTANYERERA ;

Considérant que selon le prescrit de l'article 132 de la loi organique N°1/12 du 5/6/2024 portant Modification de la loi organique N°1/11 du 20/5/2019 portant Code électoral, le requérant doit saisir la Cour Constitutionnelle dans les quarante-huit heures suivant la décision de rejet ;

Considérant qu'il ressort de l'analyse des pièces du dossier, que l'action du requérant a été intentée devant la Cour de céans dans les délais légaux ;

Considérant qu'ayant présenté des candidats députés, le parti APDR avait un intérêt à participer aux élections législatives de 2025 ;

Considérant que le rejet de la CENI des listes des candidats du parti APDR a porté préjudice à cet intérêt dudit parti ;

Considérant que la participation aux élections est un droit reconnu par la Constitution de la République du Burundi et par des lois particulières, aux partis politiques, coalitions de partis politiques et aux indépendants ;

Que par conséquent, le requérant dispose d'un intérêt juridiquement protégé pour agir devant la Cour de céans ;

Considérant qu'il ressort de tout ce qui précède que l'action mue par le parti APDR est recevable ;

4. Sur le fond

Considérant que le parti APDR avait déposé à la CENI la liste des candidats députés pour les élections de 2025 dans les provinces de BUHUMUZA et de BUTANYERERA ;



Considérant que le Président du parti APDR prétend que la liste des candidats députés de la Province BUHUMUZA respecte bien l'équilibre genre prescrit par l'article 108 alinéa premier du Code électoral ; Que c'est donc à tort que la CENI l'a rejeté ;

Considérant que le requérant reproche aussi à la CENI l'absence de décision concernant la liste des candidats députés de la Province BUTANYERERA.

Considérant que la CENI, dans sa lettre Réf : CENI/07/2025 du 06/01/2025 adressée à la Cour de Cécans martèle que la liste des candidats députés du requérant de la Province BUHUMUZA a été rejetée pour non-respect de l'article 108 alinéa premier du Code électoral relatif à l'équilibre ethnique et genre et de l'article 125 en matière de l'âge requis pour certains candidats ;

Considérant que la CENI relève à titre d'exemple les noms des personnes dont l'âge requis n'a pas été respecté :

- IRANKUNDA Claude, né en 2001 ;
- NDAYIKEZA Fabiola, née en 2002 ;
- NDAHAKESHIMANA Francine, née en 2001 ;
- NSENGIYUMVA Cécile, née en 2005 ;
- NDAYIKENGURUKIYE Chantal, née en 2002.

Considérant que la CENI n'indique pas la raison de l'absence de décision concernant la liste de la Province BUTANYERERA ;

Considérant la jurisprudence de la Cour spécialement dans l'arrêt RCCB 376 où il est établi que la CENI, avant la signification de l'acceptation ou du rejet des dossiers de candidature, a eu à donner des délais supplémentaires aux candidats aux scrutins le souhaitant afin de compléter leurs dossiers ;

Considérant que la publication de la liste définitive des candidats n'a pas encore eu lieu ;

Considérant que légalement, rien n'empêche la CENI de permettre aux partis politiques, coalitions des partis politiques ou indépendants de compléter leurs dossiers ou procéder à certains ajustements ou réaménagements afin de se conformer à la loi, aussi longtemps que la publication de la liste définitive des candidats n'a pas encore eu lieu ;

Considérant le calendrier électoral pour les échéances de 2025 établi par la CENI ;

Considérant qu'il convient de permettre au requérant de rétablir l'équilibre genre et de retirer de la liste les candidats qui n'ont pas l'âge requis constaté dans la liste des candidats députés de la Province BUHUMUZA et à la CENI de prendre la



décision sur celle de la Province BUTANYERERA endéans 3 jours calendaires à compter de la signification de l'arrêt ;

PAR TOUS CES MOTIFS

La Cour Constitutionnelle ;

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu la loi organique N°1/28 du 30/12/2024 portant modification de la loi organique N°1/20 du 03/8/2019 portant organisation et fonctionnement de la Cour Constitutionnelle et la procédure applicable devant elle ;

Vu la loi organique N°1/12 du 05/6/2024 portant Modification de la loi organique N°1/11 du 20/5/2019 portant Code électoral ;

Vu le Règlement intérieur du 31/8/ 2020 de la Cour Constitutionnelle ;

Statuant sur la requête du parti APDR ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

1°. Déclare régulière la saisine du parti APDR ;

2°. Se déclare compétente pour examiner la requête ;

3°. Dit pour droit que la demande du parti APDR est recevable ;

4°. Dit pour droit que la demande du Parti APDR est partiellement fondée ;

5°. Décide de permettre au Parti APDR de rétablir l'équilibre genre dans la liste des candidats députés de la province BUHUMUZA et de retirer de la liste les candidats qui n'ont pas l'âge requis, et à la CENI, de prendre une décision sur celle de la Province BUTANYERERA endéans 3 jours calendaires à compter de la signification de l'arrêt ;

6°. Ordonne que le présent arrêt soit notifié au requérant, à la CENI et publié au Bulletin Officiel du Burundi.



Ainsi arrêté et prononcé à Bujumbura en audience publique du 07/01/2025 où siégeaient : Valentin BAGORIKUNDA : Président, Emmanuel NTAHOMVUKIYE : Vice-Président ; Liboire NKURUNZIZA, Salvator NTIBAZONKIZA, Jean Anastase HICUBURUNDI et Georges BIGIRIMANA, Membres ; assistés de Irène NIZIGAMA : Greffier.

Président :

Valentin BAGORIKUNDA *sel*

Vice-Président :

Emmanuel NTAHOMVUKIYE *sel*

Les membres :

Liboire NKURUNZIZA *sel*

Jean Anastase HICUBURUNDI *sel*

Salvator NTIBAZONKIZA *sel*

Georges BIGIRIMANA *sel*

Greffier: Irène NIZIGAMA *sel*

